

Loi n°2015-991 du 7 août 2015

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2024





**La loi n°2015-991 du 7 août 2015**, portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a créé de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financière des collectivités territoriales.

**Le Rapport d'orientation budgétaire (R.O.B.)** vient en soutien du **Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)**, exercice réglementaire imposé par **l'article L.2312-1 du CGCT**.

**En l'absence de R.O.B., toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale.**

Selon la **nomenclature M57** le rapport doit être communiqué aux membres du conseil syndical en vue du débat d'orientation budgétaire au minimum 5 jours avant la réunion au cours de laquelle le débat est inscrit à l'ordre du jour. L'entité doit tenir son débat d'orientation budgétaire dans un délai de 10 semaines avant l'examen du BP (**article L.5217-10-4 du CGCT**).

Le contenu exact de ce ROB étant précisé par l'article D. 2312-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les orientations budgétaires envisagées doivent porter sur :

- Les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement ;
- La présentation des engagements pluriannuels ;
- Les informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget ;
- Au titre de l'exercice en cours, ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives :
  - à la structure des effectifs ;
  - aux dépenses de personnel ;
  - à la durée effective du travail.

**Ce rapport donne lieu à un débat en Comité syndical, dont il est pris acte dans une délibération spécifique.** Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et fait l'objet d'une publication. Ce rapport est obligatoirement transmis aux membres du syndicat dans les quinze jours suivant la tenue du DOB. Il est également mis à disposition du public au siège du syndicat. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

# TABLE DES MATIÈRES

|   |              |
|---|--------------|
| <b>1. LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES</b>                                      | <b>4</b>     |
| 1.1 - Le contexte économique de la préparation budgétaire 2024              | 4            |
| a) Une inflation persistante mais en cours de ralentissement                | 4            |
| 1.2 - Le contexte institutionnel et conjoncturel de Sud Rhône Environnement | 4-6          |
| a) Un changement de gouvernance   | 4            |
| b) Le périmètre du Syndicat   | 5            |
| c) Les projets en cours et à venir du Syndicat                              | 6            |
| <b>2. LE CONTEXTE BUDGÉTAIRE ET FINANCIER DU SYNDICAT</b>                   | <b>6-14</b>  |
| > SECTION FONCTIONNEMENT  | 13           |
| > SECTION INVESTISSEMENT  | 14           |
| <b>3. PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES 2024</b>                                     | <b>14</b>    |
| 3.1 - La gestion des ressources et potentiels humains                       | 14-17        |
| a) Les mouvements de personnels 2023  | 14           |
| b) L'évolution des carrières  | 14           |
| c) Stratégie GEEPC  | 17           |
| 3.2 - L'évolution de la masse salariale et de ses composantes               | 17           |
| 3.3 - L'analyse de la structure des effectifs                               | 17           |
| a) Grade des agents   | 17           |
| b) Répartition hommes/femmes  | 18           |
| c) Type de contrat  | 18           |
| 3.4 - Le temps de travail   | 18-20        |
| a) Temps de travail annuel  | 18           |
| b) Durée hebdomadaires de travail   | 19           |
| c) Modalités de réalisation de la journée de solidarité                     | 20           |
| d) Jours de fractionnement  | 20           |
| 3.5 - Les projets 2024 applicables à la section fonctionnement              | 21-23        |
| a) Les orientations du budget 2024  | 21           |
| b) Les hypothèses de recettes   | 23           |
| 3.5 - Les hypothèses applicables à la section investissement                | 24-25        |
| a) Les projets 2024   | 24           |
| b) Les recettes d'investissement  | 25           |
| <b>4. ÉQUILIBRES FINANCIERS PLURIANNUELS</b>                                | <b>25</b>    |
| a) La structure et stratégie de gestion de la dette                         | 25           |
| b) L'évolution de l'encours   | 25           |
| <b>5. CONCLUSION</b>  | <b>25</b>    |
| <b>ANNEXES</b>  | <b>26-30</b> |

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

## 1.1 - LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE DE LA PRÉPARATION BUDGÉTAIRE 2024

### a) Une inflation persistante mais en cours de ralentissement

En mai 2023, l'**Organisation mondiale de la santé (OMS)** a annoncé qu'elle ne considérait plus la **COVID-19** comme une « urgence sanitaire mondiale ». Cette crise sanitaire étant derrière nous, les chaînes d'approvisionnement se sont rétablies, les coûts d'expédition et les délais de livraison des fournisseurs ont retrouvé leurs niveaux antérieurs à la pandémie. Cette reprise mondiale de l'économie s'est vue contrariée notamment par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. Dès lors, un phénomène d'inflation est apparu (tensions sur les prix du gaz, du blé) et pèse fortement sur le pouvoir d'achat des ménages, encore aujourd'hui.

Selon le **Fonds monétaire international FMI** l'inflation globale à l'échelle mondiale devrait passer de 8,7% en 2022 à 6,8% en 2023 puis 5,2% en 2024. Les prévisions ont été réévaluées à la hausse pour 2024.

En France l'inflation se situait à 5.2% en 2022 et à 4.9% selon l'**INSEE**. Les prévisions envisagent une inflation autour de 2.4% pour le premier semestre 2024. Les prix resteront durablement plus élevés, mais on revient à un rythme de hausse, considéré comme normal.

## 1.2 - LE CONTEXTE INSTITUTIONNEL ET CONJONCTUREL DE SUD RHÔNE ENVIRONNEMENT

### a) Un changement de gouvernance

En mai 2023, Monsieur **Laurent Geslin** président de Sud Rhône Environnement a perdu sa délégation au sein de son EPCI et par conséquent la présidence du Syndicat.

Lors de l'élection qui a eu lieu le 17 juillet 2023, Monsieur **Philippe Rouvier Corouge** a été désigné président de Sud Rhône Environnement. Les 4 vice-présidents ont été réélus à l'identique.

### b) Le périmètre du Syndicat

En mars 2023, le syndicat s'est prononcé une deuxième fois contre le retrait de la Communauté de Communes Vallée des Baux d'Alpilles.

La **Communauté de Communes Vallée des Baux d'Alpilles** a sollicité le syndicat pour que sa délibération datant du 6 juillet 2023 portant sur une nouvelle demande de retrait de Sud Rhône Environnement au 1er janvier 2025 soit présentée à l'assemblée de ce dernier. Cette demande était accompagnée d'une estimation des incidences de la mise en œuvre d'un retrait. Toutefois cette estimation n'abordait pas les incidences techniques et financières du retrait.

**Nîmes Métropole** par délibération du 12 décembre 2023 a sollicité son retrait de Sud Rhône Environnement à compter du 1er juillet 2024. Cette demande était également accompagnée d'une estimation des incidences de la mise en œuvre d'un retrait.

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Les travaux du bureau du 11 septembre 2023, ont conclu à la nécessité de commander une étude d'impact afin de procéder à une estimation de l'actif et du passif à répartir en cas de retrait. Les conséquences du départ sur les adhérents restants devaient également être évaluées. Ces éléments avaient pour objectif d'éclairer les adhérents sur la décision à prendre lors du vote concernant la demande de retrait.

Il a été convenu lors de ce bureau que les frais de cette étude d'impact devaient être supportés par l'ensemble des adhérents dans un premier temps, puis incorporés au passif de la soule à verser par les sortants si le vote des adhérents venait à autoriser le départ.

## c) Les projets en cours et à venir du Syndicat

### OUTIL DE TRAITEMENT DES OMR

Dans le cadre de ses recherches de solution de traitement, Sud Rhône a lancé au cours de l'année 2023 une série d'études :

- AMO pour le dimensionnement d'une chaîne de préparation et d'une chaufferie CSR avec le bureau d'études **Valdech**
- Audit de conformité réglementaire ICPE avec **Valdech**
- MAPA pour une étude de caractérisation sur les ordures ménagères avec le bureau d'études **DV2E**

Un premier rapport d'étape à propos du projet de dimensionnement a été délivré fin décembre. Les données du premier budget prévisionnel doivent être consolidées. Les études en cours : caractérisation, visite du site, doivent permettre de préciser le BP.

Les démarches de recherche de financement et de définition de portage du projet ont démarré.

### RENFORCEMENT DES ACTIONS DE SENSIBILISATION ET DE PRÉVENTION

Parmi les projets 2024, la sensibilisation des publics scolaires et notamment celle des collégiens a été envisagée de manière très significative. Il s'agit de s'adresser à ce public qui avait, jusque-là été moins touché.

Les travaux de la commission des finances de novembre 2023 ont conclu à la mise en œuvre d'une série de mesure visant à renforcer le pôle communication/sensibilisation.

En 2023, 2 agents ont été formés au compostage et ont tous les deux la qualification de guide composteur. En 2024, il est prévu que la chargée de communication présente l'examen de maître composteur.

# LE CONTEXTE BUDGÉTAIRE ET FINANCIER DU SYNDICAT

À ce jour, les résultats du Compte Administratif 2023 ne sont pas définitifs. Ces chiffres sont dans l'attente de la clôture définitive de l'exercice 2023. Les montants par section pour l'année 2023 sont les suivants :

|  | Dépenses        | Recettes        |
|--|-----------------|-----------------|
| Section Fonctionnement – perspective au 31/12/2023 | 15 834 185,41 € | 12 878 267,59 € |
| Section Investissement – perspective au 31/12/2023 | 193 148,32 €    | 177 648,13 €    |

En 2023 SRE a acté une refonte du système de facturation et reversement des soutiens pour donner de la lisibilité et de la clarté dans le budget avec :

- La facturation du traitement des déchets au réel aux adhérents ;
- Maintien de la part/habitant pour couvrir l'ensemble des frais de fonctionnement de structure du syndicat à 10.80€/habitant ;
- Le reversement des recettes aux adhérents au réel au prorata des tonnages entrants, SRE conserve une partie des soutiens à la communication ;
- Le reversement des recettes aux adhérents de ventes matériaux issus du tri de la CS et déchèteries au prorata des tonnages entrants ;
- Facturation des locations de bennes et caissons au réel et non au nombre de quai.
- Les transports restent mutualisés.

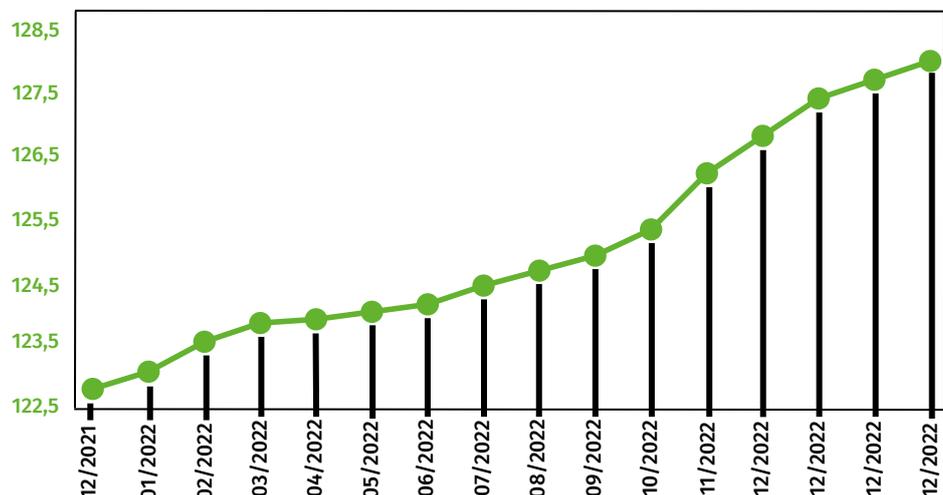
## SECTION FONCTIONNEMENT

### ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Des révisions de prix semestrielles permettent de réajuster l'équilibre contractuel entre les parties. Dans les marchés lancés en 2023 et ceux à venir les indices qui ont été utilisé sont les suivants:

- FSD1 : frais et services divers – modèle de référence n°1 (Indice de remplacement du PSDA)
- 1870 : Gazole
- 010534426 : Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux
- 01 001567412: Indice des salaires mensuels de base - Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution

L'évolution du coût de la main d'oeuvre



Source : Le Moniteur

# SECTION FONCTIONNEMENT

|                             | Tonnage 2022 | Tonnage 2023 | Évolution<br>2022/2023 | Montant 2022   | Montant 2023   | Évolution<br>2022/2023 |
|-----------------------------|--------------|--------------|------------------------|----------------|----------------|------------------------|
| OM                          | 35 627,34    | 33 237,80    | -6,71%                 | 6 438 567,75 € | 6 632 026,16 € | +3 %                   |
| CS                          | 4 027,13     | 3 988,06     | -0,97%                 | 946 203,02 €   | 965 504,66 €   | +2 %                   |
| RECETTES EMBALLAGES         |              |              |                        | 408 209,25 €   | 326 053,52 €   | -25 %                  |
| VERRE                       | 5 171,62     | 4 977,76     | -3,75%                 | 140 823,33 €   | 142 958,86 €   | +1 %                   |
| SOUTIENS CITEO              |              |              |                        | 779 900,00 €   | 956 400,00 €   | 18 %                   |
| PAPIERS                     | 1 549,87     | 1 365,02     | -11,93%                | 50 366,51 €    | 45 594,83 €    | -10 %                  |
| RECETTES PAPIERS            |              |              |                        | 120 780,65 €   | 175 168,37 €   | 31 %                   |
| CARTONS                     | 1 520,71     | 1 427,55     | -6,13%                 | 49 579,24 €    | 47 961,35 €    | -3 %                   |
| RECETTES CARTONS            |              |              |                        | 130 824,43 €   | 55 422,48 €    | -136 %                 |
| DV                          | 11 479,03    | 9 156,34     | -20,23%                | 494 140,87 €   | 492 308,40 €   | 0 %                    |
| ENCOMBRANTS                 | 7 773,51     | 7 762,58     | -0,14%                 | 1 318 079,98 € | 1 373 463,71 € | +4 %                   |
| BOIS                        | 4 028,85     | 3 638,82     | -9,68%                 | 343 312,47 €   | 343 905,97 €   | 0 %                    |
| GRAVATS                     | 12 839,64    | 12 622,91    | -1,69%                 | 100 103,61 €   | 151 422,67 €   | 34 %                   |
| PLÂTRE                      | 1 307,10     | 1 213,40     | -7,17%                 | 148 279,85 €   | 145 243,01 €   | -2 %                   |
| FERRAILLES                  | 1 438,64     | 1 456,60     | +1,25%                 | 290 716,51 €   | 209 182,57 €   | -39 %                  |
| MEUBLES                     | 3 094,66     | 3 014,02     | -2,61%                 | 46 756,95 €    | 48 600,08 €    | 4 %                    |
| DEEE                        | 1 124,04     | 905,00       | -19,49%                | 90 542,50 €    | 47 008,04 €    | -93 %                  |
| DDS                         | 291,47       | 132,29       | -54,61%                | 119 348,77 €   | 116 313,34 €   | -3 %                   |
| BATTERIE                    | 12,73        | 9,50         | -25,37%                | 7 155,12 €     | 5 306,22 €     | -35 %                  |
| TRANSPORT DÉCHÈTERIE        | 40 387,49    | 41 517,07    | +2,80%                 | 1 013 153,73 € | 996 019,02 €   | -2 %                   |
| TRANSPORT QUAI DE TRANSFERT | 33 005,44    | 36 271,03    | +9,89%                 | 940 447,98 €   | 928 779,33 €   | -1 %                   |

|             | Tonnage 2018 | Tonnage 2019 | Tonnage 2022 | Tonnage 2023 | Évolution<br>2018/2019 - 2022/2023 |
|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------------------------------|
| OM          | 34 582,2     | 3 6411,8     | 35 627,34    | 33 237,80    | -3,09%                             |
| CS          | 2 924,48     | 3 277,73     | 4 027,13     | 3 988,06     | +22,62%                            |
| VERRE       | 4 532,08     | 4 607,85     | 5 171,62     | 4 977,76     | +9,95%                             |
| PAPIERS     | 2 089,88     | 2 068,12     | 1 549,87     | 1 365,02     | -21,76%                            |
| CARTONS     | 1 701,13     | 1 888,8      | 1 520,71     | 1 427,55     | -42,65%                            |
| DV          | 13 593,84    | 12 896,34    | 11 479,03    | 9 156,34     | -28,37%                            |
| ENCOMBRANTS | 7 453,48     | 7 953        | 7 773,51     | 7 762,58     | +0,83%                             |
| BOIS        | 4 102,97     | 4 604,14     | 4 028,85     | 3 638,82     | -13,56%                            |
| GRAVATS     | 10 650,44    | 12 340,82    | 12 839,64    | 12 622,91    | +9,71%                             |
| PLÂTRE      | 807,02       | 2 521,29     | 1 307,10     | 1 213,40     | -32,05%                            |
| FERRAILLES  | 1 319,52     | 1 452,76     | 1 438,64     | 1 456,60     | +4,25%                             |
| MEUBLES     | 1 225,27     | 1 876,94     | 3 094,66     | 3 014,02     | +49,22%                            |
| DEEE        | 905,11       | 1 029,71     | 1 124,04     | 905,00       | +4,64%                             |
| DDS         | 204,93       | 305,94       | 291,47       | 132,29       | -20,56%                            |
| BATTERIE    | 10,66        | 15,66        | 12,73        | 9,50         | -18,40%                            |

# SECTION FONCTIONNEMENT

## TRAITEMENT DES O.M.R.

Le marché de traitement des ordures ménagères a été renouvelé et est en service depuis le 1er janvier 2024.

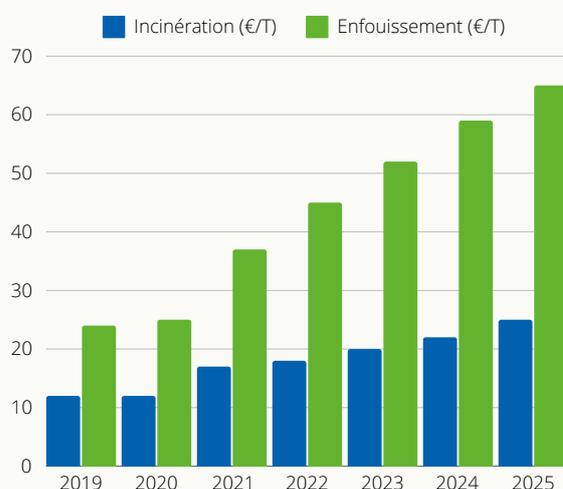
Les tarifs proposés sont les suivants :

- Enfouissement :  
⇒ 125.05€ + 59€ TGAP > 184.05€ HT
- Incinération :  
⇒ 170.05€ + 14€ TGAP > 184.05€ HT

Les tarifs pratiqués en 2023 étaient inférieurs :

- Enfouissement :  
⇒ 124.76€ + 52€ TGAP > 176.76€ HT

ÉVOLUTION DU COÛT DE LA TGAP SELON LE MODE DE TRAITEMENT (ENFOUISSEMENT OU INCINÉRATION) EN €/T  
SOURCE ADEME 2019



## DÉCHETS VÉGÉTAUX

Le marché de traitement des végétaux a été renouvelé et est en service depuis le 1er octobre 2023. Les tarifs pratiqués étaient d'environ **40€ la tonne** pour le **secteur Gard et Bouches du Rhône** et **50€ la tonne** pour le **secteur Nîmes**.

Les tarifs proposés à compter du 1er octobre 2023 sont les suivants :

- Lot 1 et 2 secteurs Gard et Bouches du Rhône : 24€ la tonne
- Lot 3 secteur Nîmes : 21€ la tonne

Soit pour 11 500 tonnes traitées en moyenne une **économie d'environ 220 000€ par an** soit une **baisse du coût d'environ -40%** pour le **secteur Gard et Bouches du Rhône** et de **-58%** pour le **secteur Nîmes**.

## ENCOMBRANTS

Le marché de traitement des ordures ménagères et des encombrants a été renouvelé et est en service depuis le 1er janvier 2024.

Les tarifs proposés sont les suivants :

- Enfouissement : 110€ + 59€ TGAP > 169€ HT

Le **tarif** pratiqué en **2023** était de **124.76€ + 52€ TGAP > 176.76€ HT** soit pour 8000 tonnes traitées en moyenne une **économie d'environ 62 000€ par an** soit **-4.5%**.

# SECTION FONCTIONNEMENT

## BOIS

Le marché de traitement des apports de déchèterie est en cours de renouvellement.

Le tarif applicable au marché est de :

- 86.87€ pour le bois propre
- 100.77€ pour le bois déclassé

L'analyse des offres en cours permet d'anticiper, sous réserve du choix des offres par la CAO, que les nouveaux tarifs applicables seront :

- 65€ pour le bois propre
- 75€ pour le bois déclassé

Soit pour 4 000 tonnes traités en moyenne une **économie d'environ 88 000€ par an**, soit une **baisse du coût d'environ -25%**.

## GRAVATS

Le marché de traitement des gravats est en cours de renouvellement.

## TRANSPORT DES DÉCHETS DE DÉCHÈTERIE

Le marché de transport des déchets de déchèterie doit être renouvelé en 2024.

## TRANSPORT QUAI DE TRANSFERT

Le marché de transport est en cours de publicité et doit prendre effet le 1er avril 2024

# SECTION FONCTIONNEMENT

## MARCHÉS EN COURS

| Référence marché | Type marché             | Alloti | N° lot | Titulaire de marché           | Objet marché  | Début      | Fin  | Durée  | Date fin définitive si reconduction |
|------------------|-------------------------|--------|--------|-------------------------------|---|------------|--|--|-------------------------------------|
| 2019-097         | Prestations de services | Non    | /      | VALDECH                       | AMO Renouvellement DSP  | 12/11/2019 | Clôture jusqu'à un an après la mise en service du contrat d'exploitation |  |                                     |
| 2019-098         | Prestations de services | Oui    | 1      | DELTA RECYCLAGE               | Recyclage ou valorisation du bois   | 01/01/2020 | 31/12/2021   | 2 ans ferme + 2x1  | 01/04/2024                          |
|                  |                         |        | 2      | AUBORD RECYCLAGE              | Préparation, recyclage et traitement des ferrailles   |            |  |  |                                     |
|                  |                         |        | 3      | CREAVIE                       | Réutilisation des gravats   |            |  |  |                                     |
|                  |                         |        | 4      | SUEZ                          | Traitement/valorisation des encombrants   |            |  |  |                                     |
|                  |                         |        | 5      | GDE                           | Transport et traitement/valorisation des batteries usagées  |            |  |  |                                     |
|                  |                         |        | 6      | TRIADIS SERVICE               | Transport et traitement/valorisation des DDS  |            |  |  |                                     |
|                  |                         |        | 7      | CHIMIREC                      | Transport et traitement de l'amiante liée   |            |  |  |                                     |
| 2020-099         | Prestations de services | Oui    | 1      | PASINI                        | Secteur ACCM/CCBTA  | 01/08/2020 | 31/07/2022   | 2 ans ferme + 2x1  | 31/07/2024                          |
|                  |                         |        | 2      |                               | SICTOMU   |            |  |  |                                     |
|                  |                         |        | 3      |                               | CANM  |            |  |  |                                     |
|                  |                         |        | 4      |                               | CCBVA   |            |  |  |                                     |
| 2020-100         | Prestations de services | Oui    | 1      | PAPREC MEDITERRANEE           | Emballages  | 01/09/2020 | 31/08/2023   | 3 ans ferme reconductible 1 x1 an soit jusqu'au 31/08/2024 | 31/08/2024                          |
|                  |                         |        | 2      | PAPREC MEDITERRANEE/COVED     | Papiers   | 01/09/2020 | 31/08/2023   |  |                                     |
|                  |                         |        | 3      | PAPREC MEDITERRANEE/COVED     | Cartons   | 01/09/2020 | 31/08/2023   |  |                                     |
| 2020-100         | Prestations de services | Oui    | 1      | PASINI                        | Evacuation des déchets ménagers depuis un centre de transfert OM                                  | 01/02/2021 | 31/01/2023   | 2ans ferme + 2 x1 an soit 4 ans max                        | 31/01/2025                          |
|                  |                         |        | 2      |                               | Evacuation des déchets ménagers depuis un centre de transfert (Argilliers) CS Papier carton verre |            |  |  |                                     |
| 2022-111         | Prestations de services | Non    | /      | NICOLLIN LANGUEDOC ROUSSILLON | Regroupement, transfert et valorisation des déchets de plâtre des déchèteries                     | 01/07/2021 | 30/06/2023   | 1 an ferme + 2 fois 1 an                                   | 30/06/2025                          |
| 2022-112         | Prestations de services | Non    | /      | SMV                           | Traitement des pneumatiques usages  | 01/07/2021 | 30/06/2023   | 3 ans ferme  | 04/10/2025                          |
| 2023-114         | Prestations de services | Non    | 1      | SEDE ENVIRONNEMENT            | Traitement des pneumatiques usages  | 01/07/2021 | 30/06/2023   | 3 ans ferme  | 30/09/2025                          |
|                  |                         |        | 2      | SEDE ENVIRONNEMENT            |   |            |  |  |                                     |
|                  |                         |        | 3      | SEDE ENVIRONNEMENT            |   |            |  |  |                                     |

# SECTION FONCTIONNEMENT

## MARCHÉS EN COURS

| Référence marché | Type marché             | Alloti | N° lot | Titulaire de marché             | Objet marché  | Début      | Fin              | Durée                   | Date fin définitive si reconduction |
|------------------|-------------------------|--------|--------|---------------------------------|---|------------|------------------|-------------------------|-------------------------------------|
| 2023-116         | Études                  | Non    | 1      | DV2E                            | Réalisation d'une caractérisation des OMR sur le territoire de Sud Rhône Environnement  | 15/10/2023 | 15/10/2024       | 1 an ferme              | 15/10/2024                          |
| 2023-117         | Études                  | Non    | 1      | KPMG                            | Etude d'impact réduction du périmètre   | 10/11/2023 | TF<br>15/05/2024 | 6 mois                  | 15/05/2024                          |
|                  |                         |        |        |                                 |   |            | TO<br>15/10/2024 | 3 mois                  | 15/10/2024                          |
| 2023-118         | Prestations de services | Oui    | 1      | ONVX<br>LANGUEDOC<br>TOUSSILLON | Traitement des OMR  | 01/01/2024 | 31/12/2024       | 12 mois                 | 31/12/2027                          |
|                  |                         |        | 2      |                                 | Traitement des encombrants de déchèterie  |            |                  | 12 mois                 |                                     |
| 2023-119         | Prestations de services | Oui    | 1      | En cours de procédure           | Recyclage ou valorisation du bois   | 01/04/2024 | 31/03/2024       | 1an +<br>3 fois<br>1 an | 01/04/2024                          |
|                  |                         |        | 2      |                                 | Réutilisation des gravats   |            |                  |                         |                                     |
|                  |                         |        | 3      |                                 | Transport et traitement/valorisation des DDS  |            |                  |                         |                                     |
|                  |                         |        | 4      |                                 | Transport et traitement de l'amiante liée   |            |                  |                         |                                     |
| 2023-116         | Prestations de services | Non    | 2      | En cours de procédure           | Gestion d'une plateforme de transfert, chargement et transport de déchets non dangereux | 01/04/2024 | 31/03/2024       | 1an +<br>3 fois<br>1 an | 31/07/2024                          |

# SECTION FONCTIONNEMENT

## PROVISION POUR RISQUE

Le 2 contentieux « **TGAP** » a été mis au rôle et audiencé le 22 février 2024 au TA de Nîmes.

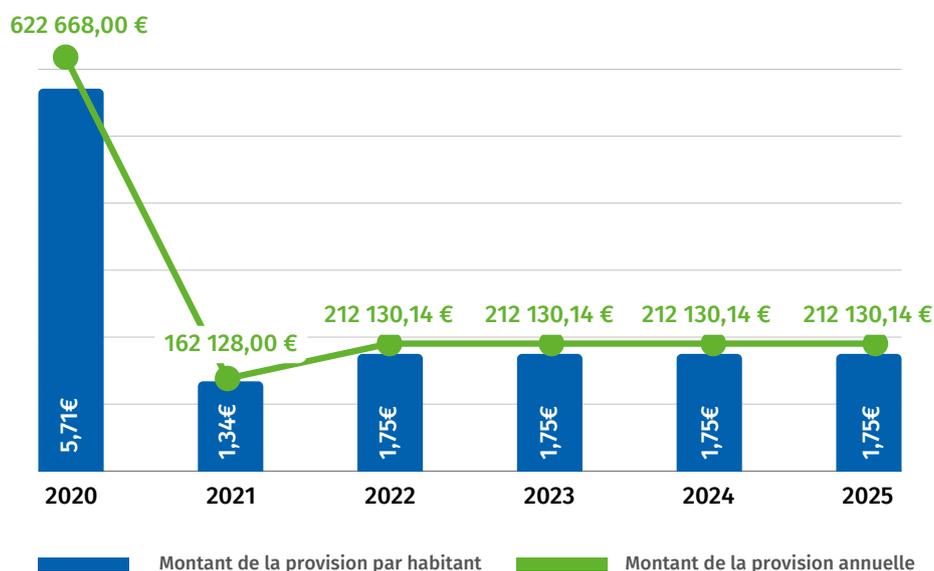
Aux termes d'une requête introduite le 22/02/2020, la société **Ecoval 30**, représentée par son administrateur judiciaire, maître Pierre JULIEN, demande au tribunal de constater la nullité de l'**article 10.6 de la Convention d'exploitation** telle qu'issue de l'**avenant n° 2** du contrat de gestion et exploitation du traitement et de la valorisation des ordures ménagères conclu avec le syndicat mixte **Sud Rhône Environnement (SRE)**, d'appliquer l'intéressement dû à la société Ecoval 30 par le SRE et de condamner le SRE à lui verser la somme à parfaire de **1 957 491,55 euros TTC augmentée des intérêts et de leur capitalisation** et la somme de **5 000 euros à chacun des requérants** au titre de l'**article L. 761-1 du code de justice administrative**.

Dans cette affaire, le rapporteur public a conclu au rejet de la requête de maître Pierre JULIEN.

Aux termes d'une requête introduite le 01/04/2021, le SRE demande au tribunal de condamner la société Ecoval 30 à lui verser les sommes de **43 030,89 euros** en réparation du préjudice subi du fait de l'**interruption partielle du fonctionnement du service public** délégué du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019, **2 569 000 euros** pour **préjudice d'entretien et défauts de fonctionnement des installations**, **7 203 914,19 euros** pour **non réalisation des investissements** mis à sa charge par l'**avenant n° 2 conclu le 3 novembre 2015**, sommes augmentées des **intérêts au taux légal avec capitalisation** des intérêts et **5 000 euros** au titre de l'**article L. 761-1 du code de justice administrative**.

Dans cette affaire, le rapporteur public a conclu à la condamnation de la société ECOVAL 30, prise en la personne de M. Julien, à verser au SRE la somme de **2 569 000 € au titre du préjudice résultant des défauts d'entretien et de réparation des ouvrages**.

Les 2 affaires ont été mises en délibéré. Dans l'hypothèse où le juge suivrait les conclusions du rapporteur, il serait nécessaire de purger les délais d'appel qui s'élèvent à 2 mois avant de considérer le contentieux clos.



# SECTION FONCTIONNEMENT

## PROVISION POUR RISQUE

| Provision à prévoir     | 1 957 491,55 € | Cumul          |
|-------------------------|----------------|----------------|
| Solde au 31/12/2019     | 324 175,00 €   | 324 175,00€    |
| Provision annuelle 2020 | 622 668,00€    | 946 843,00 €   |
| Provision annuelle 2021 | 162 128,00 €   | 1 108 971,00 € |
| Provision annuelle 2022 | 212 130,14 €   | 1 321 101,14 € |
| Provision annuelle 2023 | 212 130,14 €   | 1 533 231,28 € |
| Provision annuelle 2024 | 212 130,14 €   | 1 745 361,42 € |
| Provision annuelle 2025 | 212 130,14 €   | 1 957 491,56 € |

La note de notre avocat porte sur la probabilité d'un autre contentieux portant sur la VNC issue de la liquidation de la DSP devant être close le 31 décembre 2024.

# SECTION INVESTISSEMENT

## REMISE À NEUF DU PONT BASCULE

**Le pont bascule est un outil indispensable au bon fonctionnement du quai de transfert.** Celui dont dispose Sud Rhône Environnement avait dernièrement fait l'objet de plusieurs réparations. Son constructeur avait alerté sur l'absence de pièces de rechange concernant ce modèle très ancien. Il devenait nécessaire de réaliser des travaux qui ont conduit à changer :

- La borne de pesée
- Le logiciel de contrôle
- Les imprimantes de bon de pesée
- Les câbles reliant le pont aux organes de communication
- Ces travaux ont eu lieu au mois de **novembre 2023** pour un cout global de **55 862.39€ TTC**.

## INSTALLATION DE 2 PORTIQUES DE CONTRÔLE DE RADIOACTIVITÉ

Au cours de l'été 2023, à de nombreuses reprises, les **FMA du transporteur d'ordures ménagères** ont été bloqués sur les exutoires en raison de contrôles positif à la radioactivité. Il appartient dans ces cas au syndicat de prendre en charge les couts liés au traitement des déchets identifiés comme radioactifs. Ces surcouts, ainsi que les contraintes liées à l'immobilisation des véhicules ont conduit à équiper le site de portique anti-radioactivité.

Les travaux ont eu lieu courant **octobre 2023** pour un montant de **16 049.76€ TTC**.

## MISE À NIVEAU DU PARC DE BENNES

Au cours de l'**année 2023**, un marché de fourniture de bennes de déchèterie a été relancé. En effet, le parc de bennes devient vieillissant et il est nécessaire de sortir de la dépendance à la location. Ce sont **22 bennes de 30m3** et **4 bennes de 10m3** qui ont été acquises pour un montant de **213 864€ TTC**.

# PERSPECTIVES BUDGÉTAIRE 2024

## 3.1 - LA GESTION DES RESSOURCES ET POTENTIELS HUMAINS

### a) Les mouvements de personnels 2023 :

- *Départ du DGS emploi fonctionnel catégorie A* ⇨ Remplacé par une DGS grade attaché stagiaire pour 1 an puis emploi fonctionnel à compter du 18 juillet 2024.
- *Mutation de la chargée de communication* ⇨ Actuellement remplacée par un agent sous contrat pour 6+6 mois jusqu'au 1er juin 2024.
- *Mutation de la personne en charge du contrôle de gestion et des assemblées* ⇨ Actuellement remplacée par une comptable privée en contrat pour 6 mois jusqu'au 03 mars 2024.
- *Mutation de la personne en charge des RH et de la gestion financière* ⇨ Remplacée par voie de mutation au 8 mars 2024 par une comptable adjoint administratif principal de 1ère classe.
- *Absence d'un agent en accident de travail* jusqu'au 22 avril 2023 placé en maladie ordinaire jusqu'au 30 septembre 2023, à nouveau placé en maladie ordinaire depuis le 26 décembre 2023.

Les travaux de la **commission finance du 13 novembre 2023** ont envisagé une série de mesures ayant pour objectif de diminuer les tonnages de déchets produits par la mise en œuvre de diverses mesures et notamment le **renforcement du pôle prévention** qui est passé de 4 agents en 2019 à 2 en 2023.

Compte tenu du besoin de recruter un agent, **il a été décidé de créer un poste pour accroissement temporaire d'activité**. Ce poste est occupé depuis le 15 décembre par un agent recruté par voie contractuelle, jusqu'au 14 juin 2024.

### b) Le périmètre du Syndicat

Au titre de l'année 2023, il convient de souligner qu'un agent a pu bénéficier des modalités dérogatoires d'accès par la voie du détachement à un cadre d'emploi de catégorie supérieure institué en faveur des fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés. Ces modalités sont fixées par le **décret 2020-259 du 13 mai 2020** pour une période limitée.

L'agent a été positionné en détachement sur son nouveau cadre d'emploi, celui de technicien, il sera titularisé en septembre 2024 sur son grade.

### c) Stratégie GEEPC

Les recrutements réalisés sur les postes de contrôle de gestion/institutionnel et de RH/comptabilité n'ont pas permis de remplacer les agents à compétence égale. Les missions de secrétariat, gestion des RH, et service des assemblées ne sont plus assurés par des agents mais par la DGS.

Il existe actuellement une difficulté à recruter des agents de *prévention*. Il a été décidé de se tourner vers des agents issus du monde du déchet comme des gardiens de déchèterie, ripeurs qui souhaiteraient évoluer. **Dans ce contexte un gardien de déchèterie a été recruté en qualité de chargé de prévention, sous contrat jusqu'au 14 juin 2024.**

# PERSPECTIVES BUDGÉTAIRE 2024

Le coordonnateur déchèterie a été nommé depuis le 1er novembre responsable du *Pôle opérationnel*. Il s'est impliqué dans la formation des agents de *prévention* notamment sur les nouveaux supports.

**La piste des stagiaires ou apprentis a été et continuera à être explorée afin de renforcer les effectifs sur des missions RH et secrétariat.** Un stagiaire en BTS action managériale a été accueilli du 27 novembre au 15 décembre 2023. Il reviendra pour une période de 2 mois en mai et juin 2024 et une alternance lui a été proposé pour l'année scolaire 2024/2025.

La réglementation imposant la désignation d'un assistant de prévention parmi l'effectif, le coordonnateur technique a accepté la mission qui représente dorénavant 10% de son temps de travail.

**Les remplacements d'agents titulaires par des contractuels ne sont pas la règle et ne répondent qu'à des situations temporaires. A l'issue de leur contrat, la stagiairisation sera proposée aux agents contractuels ayant rempli leurs missions de manière satisfaisante.**

## 3.2 - L'ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE ET DE SES COMPOSANTES

### DISPOSITIF DE CHÈQUES DÉJEUNERS

A compter de 2024, une **nouvelle mesure sociale** forte est mise en place, celle des chèques déjeuners.

Le montant de la **valeur faciale** du chèque est fixé à **9€** et le **taux de participation employeur** à la valeur faciale de chaque titre est fixé à **50 %**. En cas d'indemnisation de la pause déjeuner par un autre moyen comme à l'occasion d'un stage, d'une formation ou de frais de mission (liste non exhaustive) l'agent n'est pas éligible à un titre.

**Le cout annuel pour SRE estimé en 2024 est de 8019€ HT.**

### ORGANISME SOCIAL

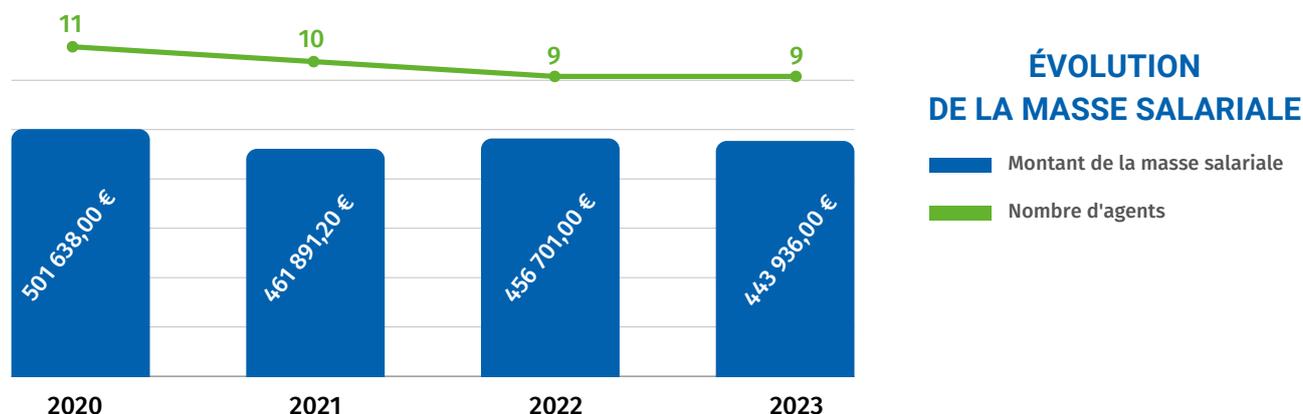
S'agissant de l'**action sociale**, les agents de SRE bénéficient en 2023 de Plurélya. Les travaux de la commission RH, dans le sens de la demande des agents, a entériné le changement d'organisme social à compter du 1er janvier 2024 pour le CNAS.

**Le cout de l'adhésion à Plurelya est de 249€/an/agent contre 217€ pour le CNAS.**

Les **charges de personnel** sur l'année 2023 représentent globalement **443 935 €**, soit une **diminution de 3 % par rapport à 2022**. Toutefois il est nécessaire de prendre en compte et donc de déduire de la masse salariale les 8906€ versés pour le remboursement sur rémunération du personnel placé en accident de travail.

**La masse salariale 2023 est donc de 435 030€.**

# PERSPECTIVES BUDGÉTAIRE 2024



Cette diminution aurait pu être plus importante, toutefois l'**augmentation générale du point d'indice de 1,5%, effective en juillet 2023**, puis les mesures spécifiques bas de grille avec l'**attribution de jusqu'à 9 points d'indice supplémentaires** pour certains agents de la catégorie C, ont eu pour effet d'alourdir la masse salariale, qui reste pourtant inférieure à celle de 2022 à effectif égal.

|       |  | 2022      | 2023      | DIFFÉRENCE |
|-------|--|-----------|-----------|------------|
| 6336  | Cotisations CNFPT/CDGFPT                 | 3 872,55  | 3 794,83  | -2 %       |
| 64111 | Rémunération principale Titulaires       | 237 725,6 | 201 182,1 | -15 %      |
| 64112 | NBI, SFT, indemnité de résidences        | 10 369,36 | 8 660,31  | -16 %      |
| 64114 | Personnel Titulaire indemnité inflation  | 1482,5    | 0         |            |
| 64131 | Rémunération non Titulaires              | 0         | 27 087,69 |            |
| 64118 | Autres indemnités Titulaires             | 69 087,94 | 71 875,72 | 4 %        |
| 64138 | Autres indemnités Non Titulaires         | 0         | 726,72    |            |
| 6451  | Cotisation URSAFF                        | 35 376,12 | 39 970,21 | 13 %       |
| 6453  | Cotisations aux caisses de retraites     | 72 083,82 | 63 050,85 | -13 %      |
| 6455  | Cotisations pour assurance du personnel  | 22 167,77 | 22 836,3  | 3 %        |
| 6458  | Cotisation aux autres organismes sociaux | 905,45    | 777,35    | -14 %      |
| 6475  | Médecine du travail, pharmacie           | 1 140     | 1 409,04  | 24 %       |
| 6478  | Autres charges sociales diverses         | 2 490     | 2 564,7   | 3 %        |
|       |  | 456701,1  | 443 935,8 | -3 %       |

Le montant correspondant aux indemnités perçues par les élus en 2023 est de **49 496.10€**.

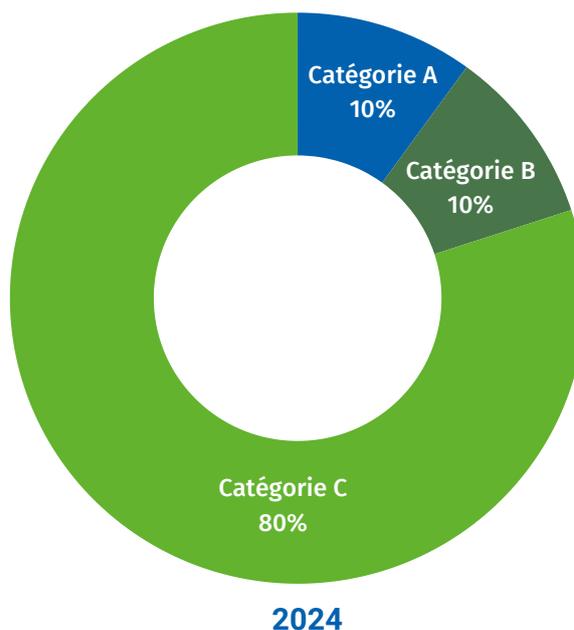
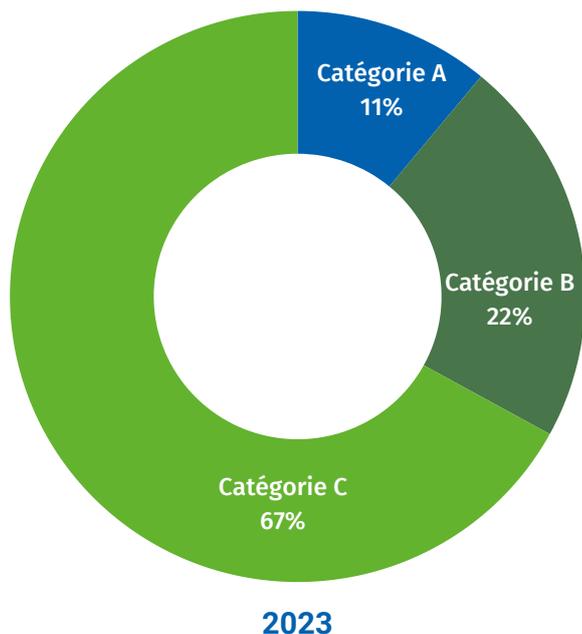
# PERSPECTIVES BUDGÉTAIRE 2024

## 3.4 - L'ANALYSE DE LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

### a) Grade des agents

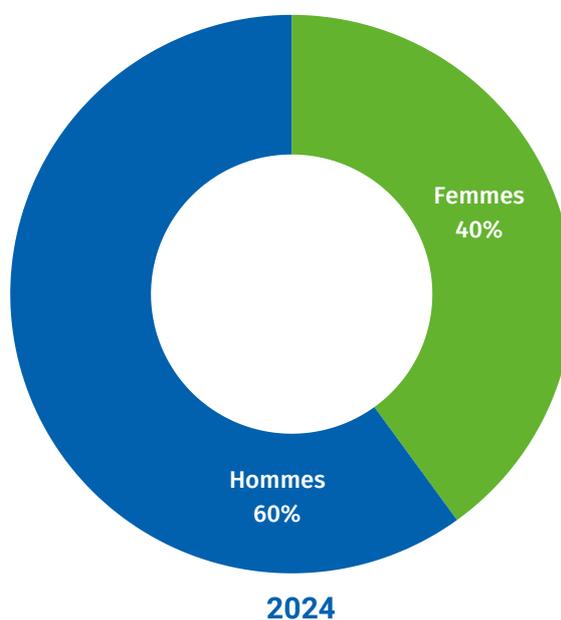
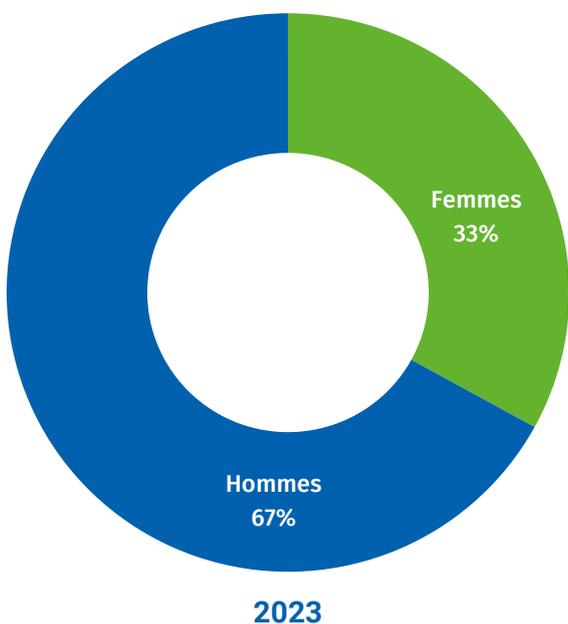
On constate un recul dans les grades des agents du syndicat.

#### RÉPARTITION PAR GRADE ENTRE LES ANNÉES 2023 ET 2024



### b) Répartition hommes/femmes

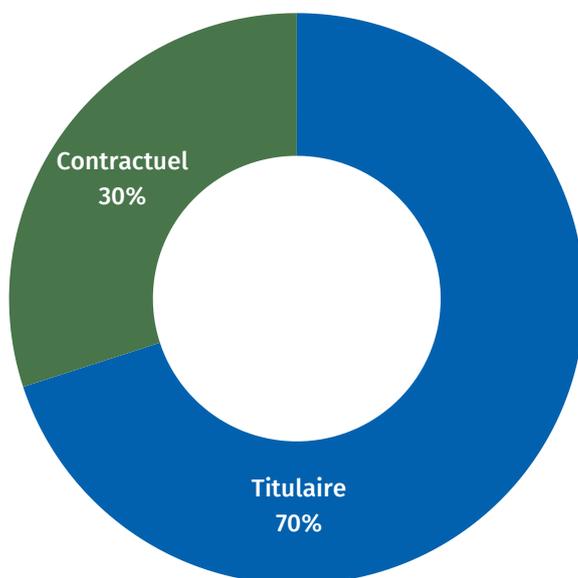
#### RÉPARTITION HOMMES/FEMMES ENTRE LES ANNÉES 2023 ET 2024



# PERSPECTIVES BUDGÉTAIRE 2024

## c) Type de contrat

### RÉPARTITION PAR TYPE DE CONTRAT POUR L'ANNÉE 2024



## 3.4 - LE TEMPS DE TRAVAIL

### a) Temps de travail annuel

L'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-après définies :

- La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder quarante-huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives et le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente-cinq heures.
- La durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures. Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures.
- L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures.
- Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures.
- Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

Le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'Aménagement et à la Réduction du Temps de Travail dans la Fonction Publique d'Etat précise que «la durée du travail effectif s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles ».

La durée de référence du travail effectif est fixée à 35 heures par semaine et le décompte du temps de travail est réalisé sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1 607 heures maximum, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées.

# PERSPECTIVES BUDGÉTAIRE 2024

|   |                                 |
|---|---------------------------------|
| La durée annuelle est calculée ainsi : Nombre total de jours dans l'année | 365 jours                       |
| Jours de repos par an (52x4)  | 104 jours                       |
| Congés (5x5)  | 25 jours                        |
| Nombre de jours fériés moyen  | 08 jours                        |
| Total de jours travaillés   | 228 jours                       |
| Nombre d'heures par jour  | 7 heures                        |
| Nombre d'heures travaillées par an (228 x 7)                              | 1 596, arrondies à 1 600 heures |
| Journée de solidarité   | 7 heures                        |
| Durée annuelle de travail effectif  | 1 607 heures                    |

## b) Durée hebdomadaire de travail

Lorsque le cycle de travail hebdomadaire dépasse 35 heures, c'est-à-dire que la durée annuelle du travail dépasse 1607 heures, des jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) sont accordés afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1607 heures.

Le nombre de jours de repos prévu au titre de la réduction du temps de travail est calculé en proportion du travail effectif accompli dans le cycle de travail et avant prise en compte de ces jours. A cette fin, la **circulaire n° NOR MFPF1202031C relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011** précise le nombre de jours RTT attribués annuellement.

**A compter du 1er janvier 2024**, dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, l'organisation des cycles de travail au sein des services est fixée comme il suit :

|  |           |           |
|--|-----------|-----------|
| Durée hebdomadaire de travail                  | 37 heures | 39 heures |
| Nb de jours ARTT pour un agent à temps complet | 12 jours  | 23 jours  |

# PERSPECTIVES BUDGÉTAIRE 2024

Les agents à temps non complet ne peuvent bénéficier de jours RTT. Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, le nombre de jours RTT est proratisé à hauteur de leur quotité de travail. L'organisation de différents cycles de travail permettant le respect des 1607h, sachant que les jours de RTT ne sont accordés que lorsque la durée effective de travail excède la durée légale du travail.

Le fonctionnement des cycles de travail générant des jours RTT Les jours d'RTT ne sont pas juridiquement des congés annuels, et ne sont donc pas soumis aux règles définies notamment par le **décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985** relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux.

Ces jours RTT peuvent être pris, sous réserve des nécessités de service :

- de manière groupée (plusieurs jours consécutifs) ;
- sous la forme de jours isolés ;
- ou encore sous la forme de demi-journées.

**Les jours RTT non pris au titre d'une année ne peuvent être reportés sur l'année suivante. Ils peuvent, le cas échéant, être déposés sur le compte épargne temps.**

En cas d'absence de l'agent entraînant une réduction des jours RTT, ces jours seront défalqués au terme de l'année civile de référence. Dans l'hypothèse où le nombre de jours RTT à défalquer serait supérieur au nombre de jours RTT accordés au titre de l'année civile, la déduction s'effectuera sur l'année N+1.

En cas de mobilité, un solde de tout compte doit être communiqué à l'agent concerné.

## **c) Modalités de réalisation de la journée de solidarité**

Le maintien de l'organisation actuelle de la journée de solidarité.

La journée de solidarité fait l'objet d'un temps de travail supplémentaire réparti sur l'année comme suit :

- **35 minutes de travail supplémentaire par mois**

Un état sera établi par la direction générale des services.

Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou à temps non complet, les sept heures de cette journée de travail sont proratisées par rapport à la quotité de temps de travail correspondante.

## **d) Jour de fractionnement**

Un jour de congé supplémentaire est attribué à l'agent dont le nombre de jours de congé pris **en dehors de la période du 1er mai au 31 octobre** est de cinq, six ou sept jours ; il est attribué un deuxième jour de congé supplémentaire lorsque ce nombre est au moins égal à huit jours.

# PERSPECTIVES BUDGÉTAIRE 2024

## 3.5 - LES PROJETS 2024 APPLICABLES À LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Remarque préalable : le DOB ainsi que le budget seront votés et définis sur le périmètre actuel du syndicat.

### a) Les orientations du budget 2024

Les études menées par Sud Rhône Environnement pour le dimensionnement d'une ligne de préparation et d'une chaufferie CSR doivent conduire à un projet permettant de traiter les OMR d'ici 2028. Dans l'intervalle, Sud Rhône Environnement doit continuer à accompagner ses adhérents pour agir en faveur de la baisse des tonnages avec une politique de prévention renforcée mais aussi être vigilants en matière de coûts : il existe une probabilité qu'au moins un membre quitte le syndicat à la date du 1er juillet 2024.

### DÉVELOPPER UN SCHÉMA TERRITORIAL DE GESTION DES BIODÉCHETS :

Pour rappel la loi AGEC du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire dispose qu'au plus tard le 31 décembre 2023, une obligation de tri à la source et de valorisation s'applique à tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets, y compris aux collectivités territoriales dans le cadre du service public de gestion des déchets.

Les adhérents de Sud Rhône Environnement ont à peu près tous pris des dispositions pour développer le compostage individuel. Quelques initiatives ont été prises en matière de compostage partagé.

Toutefois aucune stratégie de déploiement incluant les aspects relatifs au dimensionnement, aux équipements et au traitement n'a été décidée, Il convient de lancer une concertation avec les adhérents afin de lister les actions déjà mises en œuvre. Puis de définir les solutions proposées pour chaque typologie d'habitat afin de remplir l'obligation de tri à la source pour tous les usagers et enfin dimensionner une solution de traitement pour les cas où le compostage de proximité n'est pas envisageable,

Un budget doit être alloué au développement des composteurs partagés pour l'année 2024.

Actuellement les adhérents de Sud Rhône ont envisagé des solutions de gestion de proximité comme le compostage individuel et collectif. Ces solutions, attractives en de nombreux points (coûts de fonctionnement, faibles émissions de GES...) ne sont toutefois pas possibles pour tous. Les zones urbanisées ainsi qu'une partie de l'habitat collectif ne peuvent pas gérer les déchets de cette manière. Si la date du 1er janvier 2024 semble être plus une date de démarrage, rapidement les contraintes liées à cette obligation risquent de s'imposer de manière plus contraignante. Sous un calendrier assez court, les collectivités vont devoir offrir à tous une solution pratique de tri à la source de leurs biodéchets comme prévu par la loi.

Sud Rhône envisage donc de proposer une solution de traitement à ses adhérents qui souhaiteraient mettre en place de la collecte pour leurs usagers. Le site de Sud Rhône Environnement dispose des infrastructures nécessaires pour réaliser sur place le compostage des biodéchets.

# PERSPECTIVES BUDGÉTAIRE 2024

Un rendez-vous avec la DREAL a permis de vérifier les conditions de mise en œuvre qui pourraient être les suivantes :

>> Dans un premier temps, **mise en place d'une micro-plateforme** pour un **tonnage inférieur à 52 Tonnes par an** pour les déchets des marchés, cantines scolaires etc... : **L'arrêté ministériel du 9 avril 2018** concernant le compostage dispose que le compostage de proximité (partagé et autonome en établissement) est **exonéré des contraintes réglementaires des SPA 3** dès lors que la quantité de biodéchets est inférieure à 1 t/semaine, soit 52 t/an.

>> Dans un deuxième temps, après un accroissement de la demande et instruction des autorisations nécessaires, **possible mise en œuvre d'une unité de compostage de biodéchets**, ICPE soumise à une double réglementation : **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), Agrément sanitaire sous-produits animaux de catégorie 3 (SPA 3)**.

Avec pour objectif de traiter les biodéchets des adhérents de **Sud Rhône Environnement** mais également **offrir la possibilité d'une solution à d'autres syndicats** n'ayant pas de solutions de traitement pour leurs biodéchets. Les moyens nécessaires sont **0.5 ETP** pour le suivi des prestations et le suivi du compost, la prestation d'un **chargeur pour retournement** peut être associé à celle du marché de chargement des DMA du quai de transfert.

## LA GESTION DU QUAI DE TRANSFERT

Depuis le 15 mars 2021, le site est utilisé comme un quai de transfert pour les ordures ménagères et la collecte sélective. Il accueille quotidiennement les déchets de la CCBTA, de l'ACCM et de la CCVBA. De façon occasionnelle, les ordures ménagères de la CANM et du SICTOMU peuvent transiter afin de pallier les fermetures du site de traitement des OMR, les jours de grand vent.

Le **montant 2023** révisé de la gestion du quai s'élève à **516 141.36 € TTC/an** hors transport. Les moyens affectés sont 2 ETP, 1 chargeur, l'assurance dommage aux biens, les fluides et le ménage des locaux administratifs.

**L'estimation de l'économie du changement de gestion est de 200 000€ HT/an.**

Il est nécessaire de continuer à externaliser certaines prestations comme le transport, le chargement, les prestations de ménage et de nettoyage du quai ainsi eu des petits marchés d'entretien et de VGP. **La date de reprise en régie du quai de transfert est le 1er avril 2024.**

## LE MAINTIEN D'UN PÔLE OPÉRATIONNEL AMBITIEUX :

Pour mémoire les missions sont les suivantes :

- Les animations scolaires
- L'animation des marchés de plein air et des stands évènementiels
- Les distributions de compost
- La coordination déchèteries
- La formation des gardiens de déchèterie

# PERSPECTIVES BUDGÉTAIRE 2024

Elles seront maintenues au cours de l'année 2024.

Dans le cadre des marchés de traitement lancés au cours de l'année 2023, la mise en œuvre d'actions pédagogiques est imposée aux cahiers des charges. **Il est envisagé d'organiser une visite des installations avec du public scolaires, plutôt de type collégiens.**

Un budget doit être alloué pour la prise en charge du transport scolaire par Sud Rhône Environnement.

## b) Les hypothèses de recettes

### APPRÉHENDER LE NOUVEAU BARÈME CITEO

**Le cahier des charges du nouveau contrat emballages/papiers n'est pas encore disponible.**

Il a été nécessaire de conclure un avenant de prolongation avec les repreneurs des matériaux issus de la collecte sélective pour une durée de 6 mois renouvelables en attendant le nouvel agrément. On ne doute pas que CITEO en soit à nouveau titulaire. Dans le cadre de ce **nouveau contrat**, il est annoncé que les **soutiens relatifs à la communication** soient revus à la hausse avec le passage du soutien de **4000€ à 10 000€ par conseiller du tri.**

### METTRE EN PLACE LES NOUVELLES REP ET LA PRÉVENTION EN DÉCHÈTERIE

A partir de **juillet 2024** au plus tard, les déchèteries pourront bénéficier des **soutiens de la REP PMCB**. Les équipes du syndicat ont réalisé des entretiens individuels afin de proposer à chacun des solutions adaptées à leurs possibilités. Les soutiens attendus par cette nouvelle REP sont **supérieurs à ceux de la REP DEEE**, il est donc important d'identifier pour chacun quels flux peuvent être intégrés.

La **loi du 2020-105 du 10/02/2020 (loi AGECE)** dispose que « *les déchetteries sont tenues de prévoir une zone de dépôt destinée aux produits pouvant être réemployés* ». Elle permet aux acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) d'avoir accès aux flux. Dans ce cadre il convient d'envisager la **mise en place d'espaces de réemploi sur les déchetteries** afin de récupérer les objets destinés à la réutilisation ou au réemploi et ainsi diminuer les tonnages de déchets à traiter. A ce jour, seules les déchèteries de Beaucaire et Tarascon semblent favorable à cette mise en œuvre.

### CHERCHER DES FINANCEMENTS SOUS LA FORME DE SUBVENTIONS OU APPELS À PROJETS

Une demande de subvention a été déposée début septembre concernant l'accompagnement au dimensionnement d'une ligne de préparation ainsi qu'une chaufferie CSR. Cette demande porte sur 3 études :

- Caractérisation des OMR
- Audit réglementaire ICPE
- Accompagnement au dimensionnement d'un outil de traitement des DMA

Le **montant total estimatif de ces études est de 120 000€**, la demande de **subvention** a été déposée auprès de l'**ADEME** et de la région **Occitanie** pour un accompagnement à hauteur de 70%. La **région** a déjà donné un accord pour un montant de **48 800€ soit 40% des dépenses éligibles**. **Le dossier est en cours d'étude auprès de l'ADEME** qui a donné un avis favorable oral à l'accompagnement à hauteur de 30%.

# PERSPECTIVES BUDGÉTAIRE 2024

## 3.5 - LES HYPOTHÈSES APPLICABLES À LA SECTION D'INVESTISSEMENT

### a) Les projets 2024

#### RÉPONSE À L'AAP CITEO SUR LE TRI HORS FOYER

SRE propose de réaliser et financer le projet de densifier le territoire en colonnes à verre dans le cadre de l'appel à projet « hors foyer ». SRE sera porteur de projet identifié avec lequel **Citeo** contractualisera en cas de projet lauréat.

Le projet portera sur **60 colonnes** qui viendront densifier le parc de colonnes en place sur le territoire du syndicat. L'objectif étant d'équiper un maximum de sites pour une couverture optimale de la collecte sélective. Une **campagne de communication**, également menée et financée par SRE viendra accompagner le déploiement.

Le **budget alloué est estimé à 120 000€ HT** pour un **montant subventionné par CITEO de 2200€ HT** par équipement soit une couverture complète des coûts.

#### LA POURSUITE DE LA MISE À NIVEAU DU PARC DE BENNES DE DÉCHÈTERIE

Au cours de l'année 2023, un marché de fourniture de bennes de déchèterie a été relancé. En effet, le parc de bennes devient vieillissant et il est nécessaire de sortir de la dépendance à la location. Ce sont 40 bennes de 30m<sup>3</sup> et 10 bennes de 10m<sup>3</sup> qui ont été acquises. Il est nécessaire de continuer à faire évoluer le parc en 2024. Pour cela il est envisagé l'achat de 20 bennes 30m<sup>3</sup> supplémentaires en 2024 pour un **montant estimé à 143 000€ TTC**.

#### LE RENOUVELLEMENT DU MATÉRIEL INFORMATIQUE

Le parc informatique doit continuer à évoluer afin de garantir des conditions de travail mais également d'efficacité optimales. Les agents pratiquants le télétravail ne sont pas tous équipés de téléphone portable professionnels. Cette évolution du parc de matériel, déjà amorcée en 2023, terminera en 2024 avec 100% des agents équipés.

#### L'ENTRETIEN DU SITE

Afin de garantir la sécurité des piétons il est nécessaire de refaire les lignes des cheminements piéton. Un budget sera alloué à ces travaux d'entretien.

#### CRÉATION DE BUREAUX

Les locaux repris en 2021 permettent le **réaménagement de bureaux** au sein du bâtiment administratif. Actuellement les agents partagent des bureaux exigus. La création d'un grand bureau dans l'ancien vestiaire permettra d'accueillir les agents dédiés à la *prévention*.

Les anciens bureaux occupés par sud Rhône environnement à la trésorerie représentaient plus de 160m<sup>2</sup> de bureaux contre actuellement 110m<sup>2</sup>. Les travaux permettront de récupérer 30m<sup>2</sup> de bureaux supplémentaires.

**Les travaux à prévoir ont un cout de 24 360€ TTC.**

# PERSPECTIVES BUDGÉTAIRE 2024

## b) Les recettes d'investissement

Dans le cadre du projet de dimensionnement d'un outil de traitement, sans certitudes sur le mode de portage retenu pour le projet **DSP**, **MPGP** ou encore **MOP**, il convient de relever les financements possibles.

Le **congrès FNADE** organisé le 14 juin 2023 a été l'occasion pour l'ADEME d'annoncer de nouvelles aides pour la filière CSR. Une enveloppe budgétaire de 150 M€ par an est annoncée entre 2024 et 2027, soit un total de 600 M€.

Le 6 octobre 2024, la Commission européenne a autorisé une première tranche du régime français de subvention direct aux investissements relatifs à l'utilisation de CSR. Bruxelles autorise la France à verser 300 millions d'euros de subventions publiques en 2024 et 2025.

**L'ADEME devrait rapidement lancer un appel à projets pluriannuel, avec des critères de sélection assouplis par rapport à ceux de ses précédents appels à projets CSR.**

# ÉQUILIBRES FINANCIERS PLURIANNUELS

## a) La structure et stratégie de gestion de la dette

En matière de dette, le syndicat est dans une position confortable car très peu endetté.

## b) L'évolution de l'encours

| Période | Capital d'origine | Restant dû   | Capital     | Intérêts   | TOTAL       |
|---------|-------------------|--------------|-------------|------------|-------------|
| 2020    | 210 000,00€       | 116 711,22 € | 21 389,73 € | 1 759,73 € | 23 149,45 € |
| 2021    | 233 000,00 €      | 198 321,50 € | 22 976,92 € | 2 898,81 € | 25 875,73 € |
| 2022    | 403 100,00 €      | 175 344,56 € | 31 039,83 € | 3 638,10 € | 34 677,93 € |
| 2023    | 403 100,00 €      | 314 404,71 € | 33 950,62 € | 3 617,57 € | 37 568,19 € |
| 2024    | 403 100,00 €      | 276 966,31 € | 34 252,90 € | 3 185,50 € | 37 438,40 € |

# ANNEXES

## FICHE RÉCAPITULATIVE CCBTA



### PRÉVISION BUDGÉTAIRE 2024

#### DÉTAILS DES PRESTATIONS REFACTURÉES AUX ADHÉRENTS (TRANSFERT, TRANSPORT, TRI ET TRAITEMENT)

|   | - 5%     |                    | Bases 2023 |                    | +5%      |                    |
|---|----------|--------------------|------------|--------------------|----------|--------------------|
|   | Tonnages | Coût               | Tonnages   | Coût               | Tonnages | Coût               |
| <b>Traitement des O.M.R.</b>                            | 6 832,66 | 1 375 414 €        | 7 192,27   | 1 447 804 €        | 7 551,88 | 1 520 194 €        |
| <b>Chargement et transport des O.M.R.</b>               |          | 142 625 €          |            | 150 131 €          |          | 157 638 €          |
| <b>Tri, traitement de la collecte sélective</b>         |          |                    |            |                    |          |                    |
| tonnages emballages                                     | 433,24   | 111 390 €          | 456,04     | 117 252 €          | 478,84   | 123 115 €          |
| tonnages papiers  | 108,68   |                    | 114,40     |                    | 120,12   |                    |
| <b>Chargement et transport de la collecte sélective</b> | 433,24   | 26 582 €           | 456,04     | 27 981 €           | 478,84   | 29 380 €           |
| transport depuis les déchèteries                        | 2 879,55 | 84 373 €           | 3 031,11   | 88 814 €           | 3 182,66 | 93 255 €           |
| traitement des déchets de déchèteries                   |          | 212 869 €          |            | 224 073 €          |          | 235 276 €          |
| <b>TOTAL</b>  |          | <b>1 953 252 €</b> |            | <b>2 056 055 €</b> |          | <b>2 158 858 €</b> |

|  | Végétaux | Bois   | Encombrants | Plâtre | Gravats  | Ferrailles | Cartons | TOTAL    |
|--|----------|--------|-------------|--------|----------|------------|---------|----------|
| Pour les déchèteries le tonnage 2023 est la somme des flux | 0        | 367,32 | 814,59      | 111,12 | 1 461,34 | 164,60     | 112,14  | 3 031,11 |

Transport depuis le quai de Beaucaire

Transport depuis le quai d'Argilliers

# ANNEXES

## FICHE RÉCAPITULATIVE CCVBA



### PRÉVISION BUDGÉTAIRE 2024

#### DÉTAILS DES PRESTATIONS REFACTURÉES AUX ADHÉRENTS (TRANSFERT, TRANSPORT, TRI ET TRAITEMENT)

|  | - 5%      |                    | Bases 2023 |                    | +5%       |                    |            |         |           |
|--|-----------|--------------------|------------|--------------------|-----------|--------------------|------------|---------|-----------|
|  | Tonnages  | Coût               | Tonnages   | Coût               | Tonnages  | Coût               |            |         |           |
| Traitement des O.M.R.                                      | 7 479,77  | 1 505 677 €        | 7 873,44   | 1 584 923 €        | 8 267,11  | 1 664 170 €        |            |         |           |
| Chargement et transport des O.M.R.                         |           | 156 132 €          |            | 164 350 €          |           | 172 567 €          |            |         |           |
| Tri, traitement de la collecte sélective                   |           |                    |            |                    |           |                    |            |         |           |
| tonnages emballages  | 1384,55   | 354 708 €          | 1 457,42   | 373 377 €          | 1 530,29  | 392 045 €          |            |         |           |
| tonnages papiers   | 294,56    |                    | 310,06     |                    | 325,56    |                    |            |         |           |
| Chargement et transport de la collecte sélective           | 1384,55   | 84 950 €           | 1 457,42   | 89 421 €           | 1 530,29  | 93 892 €           |            |         |           |
| transport depuis les déchèteries                           | 12 492,14 | 301 934 €          | 13 149,62  | 317 826 €          | 13 807,10 | 333 717 €          |            |         |           |
| traitement des déchets de déchèteries                      |           | 983 600 €          |            | 1 035 368 €        |           | 1 087 137 €        |            |         |           |
| <b>TOTAL</b>   |           | <b>3 387 002 €</b> |            | <b>3 565 265 €</b> |           | <b>3 743 528 €</b> |            |         |           |
|  |           | Végétaux           | Bois       | Encombrants        | Plâtre    | Gravats            | Ferrailles | Cartons | TOTAL     |
| Pour les déchèteries le tonnage 2023 est la somme des flux |           | 4 151,33           | 1 142,14   | 1 794,82           | 2 645,52  | 2 705,78           | 313,78     | 396,25  | 13 149,62 |

Transport depuis le quai de Beaucaire

Transport depuis le quai d'Argilliers

# ANNEXES

## FICHE RÉCAPITULATIVE CANM



### PRÉVISION BUDGÉTAIRE 2024

#### DÉTAILS DES PRESTATIONS REFACTURÉES AUX ADHÉRENTS (TRANSFERT, TRANSPORT, TRI ET TRAITEMENT)

|  | - 5%            |                    | Bases 2023         |                    | +5%            |                    |                |              |
|--|-----------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------|--------------------|----------------|--------------|
|  | Tonnages        | Coût               | Tonnages           | Coût               | Tonnages       | Coût               |                |              |
| <b>Traitement des O.M.R.</b>                               |                 | <b>1 050 978 €</b> |                    | <b>1 106 292 €</b> |                | <b>1 161 607 €</b> |                |              |
| 5 220,95   |                 |                    | 5 495,74           |                    | 5 770,53       |                    |                |              |
| <b>Chargement et transport des O.M.R.</b>                  |                 |                    |                    |                    |                |                    |                |              |
| <b>Tri, traitement de la collecte sélective</b>            |                 |                    |                    |                    |                |                    |                |              |
| tonnages emballages  | 594,59          |                    | 625,88             |                    | 657,17         |                    |                |              |
| tonnages papiers   | 223,92          | 155 466 €          | 235,70             | 163 649 €          | 247,49         | 171 831 €          |                |              |
| <b>Chargement et transport de la collecte sélective</b>    |                 |                    |                    |                    |                |                    |                |              |
| transport depuis les déchèteries                           | 594,59          | 228 585 €          |                    | 240 616 €          |                | 252 647 €          |                |              |
| traitement des déchets de déchèteries                      | 7 914,46        | 509 748 €          | 8 331,01           | 536 577 €          | 8 747,56       | 563 406 €          |                |              |
| <b>TOTAL</b>   |                 | <b>1 944 777 €</b> |                    | <b>2 047 134 €</b> |                | <b>2 149 491 €</b> |                |              |
|  | <b>Végétaux</b> | <b>Bois</b>        | <b>Encombrants</b> | <b>Plâtre</b>      | <b>Gravats</b> | <b>Ferrailles</b>  | <b>Cartons</b> | <b>TOTAL</b> |
| Pour les déchèteries le tonnage 2023 est la somme des flux | 2 553,81        | 769,56             | 1 299,82           | 239,90             | 2 883,94       | 329,30             | 254,68         | 8 331,01     |

Transport depuis le quai de Beaucaire

Transport depuis le quai d'Argilliers

# ANNEXES

## FICHE RÉCAPITULATIVE SICTOMU



### PRÉVISION BUDGÉTAIRE 2024

#### DÉTAILS DES PRESTATIONS REFACTURÉES AUX ADHÉRENTS (TRANSFERT, TRANSPORT, TRI ET TRAITEMENT)

|  | - 5%     |                    | Bases 2023 |                    | +5%      |                    |
|--|----------|--------------------|------------|--------------------|----------|--------------------|
|  | Tonnages | Coût               | Tonnages   | Coût               | Tonnages | Coût               |
| <b>Traitement des O.M.R.</b>   | 6 961,53 | 1 401 357 €        | 7 327,93   | 1 475 112 €        | 7 694,33 | 1 548 868 €        |
| <b>Transport des O.M.R.</b>  |          | 86 524 €           |            | 91 078 €           |          | 95 632 €           |
| <b>Tri, traitement de la collecte sélective</b>                          |          |                    |            |                    |          |                    |
| tonnages emballages  | 1 079,07 | 291 014 €          | 1 135,86   | 304 036 €          | 1 192,65 | 319 238 €          |
| tonnages papiers   | 612,82   |                    | 582,18     |                    | 611,29   |                    |
| <b>Transport de la collecte sélective (emballages, papiers et verre)</b> | 3 680,69 | 52 348 €           | 3 811,52   | 52 714 €           | 3 680,69 | 55 349 €           |
| <b>Transport depuis les déchèteries</b>                                  | 6 102,72 | 161 744 €          | 6 423,92   | 170 257 €          | 6 745,12 | 178 769 €          |
| <b>Traitement des déchets de déchèteries</b>                             |          | 476 415 €          |            | 501 490 €          |          | 526 564 €          |
| <b>TOTAL</b>   |          | <b>2 469 402 €</b> |            | <b>2 594 687 €</b> |          | <b>2 724 421 €</b> |

|  | Végétaux | Bois   | Encombrants | Plâtre | Gravats  | Ferrailles | Cartons | TOTAL    |
|--|----------|--------|-------------|--------|----------|------------|---------|----------|
| Pour les déchèteries le tonnage 2023 est la somme des flux | 428,24   | 740,00 | 1 160,00    | 330,00 | 2 861,00 | 485,00     | 419,68  | 6 423,92 |

Transport depuis le quai de Beaucaire

Transport depuis le quai d'Argilliers

# ANNEXES

## FICHE RÉCAPITULATIVE ACCM



### PRÉVISION BUDGÉTAIRE 2024

#### DÉTAILS DES PRESTATIONS REFACTURÉES AUX ADHÉRENTS (TRANSFERT, TRANSPORT, TRI ET TRAITEMENT)

|   | - 5%     |                    | Bases 2023 |                    | +5%      |                    |
|---|----------|--------------------|------------|--------------------|----------|--------------------|
|   | Tonnages | Coût               | Tonnages   | Coût               | Tonnages | Coût               |
| <b>Traitement des O.M.R.</b>                            | 5 081,00 | 1 022 805 €        | 5 348,42   | 1 076 637 €        | 5 615,84 | 1 130 469 €        |
| <b>Chargement et transport des O.M.R</b>                |          | 106 061 €          |            | 111 643 €          |          | 117 225 €          |
| <b>Tri, traitement de la collecte sélective</b>         |          |                    |            |                    |          |                    |
| tonnages emballages                                     | 296,40   |                    | 312,00     |                    | 327,60   |                    |
| tonnages papiers  | 116,55   | 77 302 €           | 122,68     | 81 370 €           | 128,81   | 85 439 €           |
| <b>Chargement et transport de la collecte sélective</b> |          | 18 186 €           |            | 19 143 €           |          | 20 100 €           |
| Transport depuis les déchèteries                        | 8 458,30 | 213 837 €          | 8 903,47   | 225 092 €          | 9 348,64 | 236 347 €          |
| Traitement des déchets de déchèteries                   |          | 708 069 €          |            | 745 336 €          |          | 782 603 €          |
| <b>TOTAL</b>  |          | <b>2 146 260 €</b> |            | <b>2 259 221 €</b> |          | <b>2 372 182 €</b> |

|  | Végétaux | Bois   | Encombrants | Plâtre | Gravats  | Ferrailles | Cartons | TOTAL    |
|--|----------|--------|-------------|--------|----------|------------|---------|----------|
| Pour les déchèteries le tonnage 2023 est la somme des flux | 2 205,02 | 619,62 | 2 693,47    | 289,18 | 2 710,76 | 140,62     | 244,80  | 8 903,47 |

Transport depuis le quai de Beaucaire

Transport depuis le quai d'Argilliers